

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/3 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.3.63605

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Noteninitiative ändern aber nichts an ihrer Ernsthaftigkeit. In allen internen Dokumenten wird das Ziel eines vereinten Deutschlands klar benannt, an keiner Stelle taucht dabei der Gedanke auf, man könne es auch ohne die Zustimmung der westlichen Siegermächte erreichen« (S. 61f.). Hermann Graml liest die gleichen Dokumente ganz anders: »Viertrangige Funktionäre« sagten nichts über Stalins Absichten aus. Die Initiative sei vielmehr von der DDR-Führung ausgegangen. Es sei um die Konsolidierung im Ostblock gegangen. Er sieht sich bestätigt, »daß die Note... lediglich als ein begrenztes Unternehmen im Propagandakrieg zwischen Ost und West gedacht war« (S. 137).

Gerhard Wettig, der mittlerweile ein ganzes Buch zur sowjetischen Deutschlandpolitik gegen Loth vorgelegt hat (»Bereitschaft zu Einheit in Freiheit?«, München 1999), faßt seine Meinung nochmals ausführlich zusammen. Für ihn ist das ideologische Motiv, ein sowjetkommunistisches Gesamtdeutschland herzustellen, überall greifbar – so auch in den entsprechenden Notenentwürfen, aus denen hervorgehe, »daß das wiedervereinigte Deutschland das Herrschafts- und Gesellschaftssystem der DDR zu übernehmen habe und in seinen auswärtigen Beziehungen nicht einmal die Freiheit zu einem wirtschaftlichen Arrangement wie der Montan-Union haben sollte« (S. 179). Hier bleibt zwischen Loth einerseits, Graml und Wettig andererseits ein Streit über Haupt- und Nebenbedeutung sowjetischer Terminologie – und damit über Grenzen des Entgegenkommens. Es bleibt auch die Frage nach den gleichsam objektiven Chancen für die Behauptung einer gesamtdeutschen Neutralität unter den Bedingungen der Herrschaftsfestigung: War das militärische Vorgehen der Sowjetunion 1953 und 1956 gleichsam der zu erwartende Normalfall, oder ergab sich erst aus dem Scheitern der vorangegangenen (und weiter laufenden) Ansätze zu einer Entspannung und Kooperation mit dem Westen das brutale Vorgehen? Es scheint so, daß die Frage 50 Jahre nach dem Ereignis an politischer Sprengkraft verloren, aber an wissenschaftlicher Methodik noch einmal wesentlich gewonnen hat.

Jost DÜLFFER, Köln

Ulrich LAPPENKÜPER, *Die deutsch-französischen Beziehungen 1949–1963. Von der Erbfeindschaft zur Entente élémentaire*, Bd. 1: 1949–1958, Bd. 2: 1958–1963, München (Oldenbourg) 2001, VII–1991 p. (Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, 49).

C'est un véritable ouvrage de référence sur les relations franco-(ouest)-allemandes, de 1949 à 1963 que nous propose Ulrich Lappenküper. Cette somme de 2000 pages est le fruit, abrégé(!), de sa thèse d'habilitation présentée en 1998 à l'Université de Bonn. L'ouvrage repose sur l'exploitation exhaustive des archives françaises et allemandes et sur une maîtrise très remarquable d'une bibliographie immense. Lappenküper y analyse avec nuance et précision l'évolution des relations entre la France de la IV^e puis de la V^e Républiques et la jeune République fédérale d'Allemagne, de sa fondation en 1949, jusqu'à la signature du Traité de l'Élysée le 22 janvier 1963, les avatars du préambule et le départ d'Adenauer de la chancellerie. Outre un premier chapitre rappelant les grandes lignes de la politique allemande de la France pendant les années d'occupation (1945–1949), l'ouvrage s'articule autour de trois parties principales organisées de manière diachronique (les accords de Paris de 1955 et l'entrée de la RFA dans l'OTAN, le retour de De Gaulle à la tête de l'État en 1958 marquant les deux charnières: 1949–1955; 1955–1958; 1958–1963) et thématique (chacune des parties commençant par 1. la France et la question allemande; 2. la relation franco-allemande et l'intégration européenne; puis viennent les questions spécifiques à chaque période: la Sarre; le réarmement allemand, la coopération militaire et nucléaire; de Gaulle et la réforme de l'OTAN, le Traité de l'Élysée). Comme le sous-titre de l'ouvrage l'évoque, en faisant référence à une expression de Willy Brandt (*entente élémentaire*), il s'agit d'étudier le rapprochement progressif entre les deux pays, ce que l'auteur qualifie de

Erfolgsstory (p. 1857). Sans aucun doute, au vu des obstacles qu'il y avait à surmonter, y a-t-il bien eu rapprochement entre la France et l'Allemagne de l'Ouest, mais choisir 1963 et, sur le court terme, l'échec du Traité de l'Élysée et du bilatéralisme, pour clore l'étude, amène à nuancer cette «histoire d'une réussite». Sans doute là tient-on un premier indice des limites d'une approche exclusivement politico-diplomatique (nous y reviendrons).

L'auteur recherche les ruptures et les continuités de ces relations et s'interroge en particulier sur les tournants de la politique allemande de la France. D'où l'intérêt, incontestable, d'un chapitre consacré aux années 1945–1949. C'est pour lui l'occasion de reprendre le débat sur la «charnière» de cet immédiat après-guerre, de savoir quand la France aurait abandonné une politique de «domination» pour se rallier à une politique «d'intégration». Lappenküper se fait alors le défenseur de la thèse, ancienne, d'un tournant qui au plus tôt se produirait au moment de la conférence de Moscou de 1947, plus sûrement au lendemain de la conférence des Six à Londres au printemps 1948. Sa réfutation de la thèse de Dietmar Hüser d'une double politique allemande de la France (*doppelte Deutschlandpolitik*) n'est pas très convaincante. L'ambiguïté savamment cultivée par les autorités françaises dès le début de l'année 1946 dans leur politique rhénane – pour ne prendre qu'un exemple – étaye pourtant l'hypothèse de la double stratégie élaborée en vue du ralliement inexorable de Paris à la politique des alliés occidentaux (le tournant «officiel», se produisant effectivement à la conférence de Moscou). Lappenküper, en revanche, démontre avec clarté comment la France pratique une «doppelte Deutschlandpolitik» de 1949 à 1956, avec d'une part le cours officiel visant à ancrer solidement la RFA à l'Ouest (ce qui pour Paris implique tant de renoncer à une partie de sa souveraineté au profit de l'intégration européenne, que de reconnaître la prééminence américaine) tout en recherchant aussi, de manière alternative, le rapprochement avec l'Union soviétique (une tactique qui devait échouer face à l'intransigeance de Moscou). Après l'échec des communautés européennes tant en matière de Défense (CED) que sur le plan politique, les deux pays ont «renationalisé» leurs politiques et ont renforcé leur coopération culturelle, économique et militaire. L'auteur insiste avec raison sur l'importance du soutien apporté par Adenauer à Mollet au moment de la crise de Suez pour établir la «confiance» et les bases de la coopération entre les deux pays, et démontre qu'on ne peut parler pour cette période d'une orientation essentiellement atlantiste de la politique étrangère de la RFA. Sans doute la période De Gaulle/Adenauer était-elle déjà mieux connue, au moins dans ses grandes lignes, mais l'auteur a mis en valeur combien les inquiétudes à l'égard de la politique de Washington, notamment au moment de la crise de Berlin, ont très largement contribué à renforcer l'entente franco-allemande et à préparer le «mariage de raison» que constitue la signature du Traité de l'Élysée. L'un des nombreux mérites de cet ouvrage est précisément de resituer toujours les relations franco-allemandes dans le cadre international global et mouvant, de rechercher les conditions du rapprochement bilatéral dans le kaléidoscope des crises et des systèmes d'alliance, de saisir les interactions dans l'écheveau complexe des relations internationales.

Mais il reste une question d'importance: une approche politico-diplomatique, aussi intrinsèquement justifiée qu'elle soit, et magistralement maîtrisée comme l'est l'étude de Lappenküper, peut-elle permettre à elle seule de répondre à la problématique ici posée et clairement énoncée dans le sous-titre? La réconciliation, ce passage si éminemment complexe et tortueux entre le soi-disant sentiment «d'ennemi héréditaire» et «l'entente», ne peut-il être que le fait des gouvernements? Autrement dit, des chefs d'État et de gouvernement peuvent-ils «décréter» d'en haut la réconciliation, sans que les sociétés ne soient désireuses de communiquer et d'échanger? Et bien des études, surtout depuis le début des années 1990 et l'attention renouvelée portée par l'historiographie à la société civile, ont montré le rôle des initiatives privées, des associations et des médiateurs dans le lent et difficile travail de rapprochement. Lappenküper lui-même évoque en conclusion l'ère Briand-Stresemann et cet éphémère rapprochement entre les deux gouvernements et un petit cercle

d'élites économiques et intellectuelles. Outre les différences dans le contexte international et les situations nationales, il aurait sans doute été intéressant d'établir des corrélations entre l'absence d'engagement de la base dans l'entre-deux-guerres et l'échec du rapprochement d'une part, avec la mobilisation des sociétés civiles et la réconciliation dans l'après Seconde Guerre mondiale d'autre part.

Corine DEFRAUCE, Paris

Yvonne KIPP, *Eden, Adenauer und die deutsche Frage. Britische Deutschlandpolitik im internationalen Spannungsfeld 1951–1957*, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2002, 441 S. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart).

Als Anthony Eden am 6. April 1955 als Premierminister in die Downing Street einziehen konnte, schien sich der Lebensraum eines Politikers endlich erfüllt zu haben, dessen unentrinnbares Schicksal es bis dahin stets gewesen war, im Schatten des übermächtigen Winston Churchill zu verharren. Auch die entscheidenden Initiativen in der britischen Deutschlandpolitik nach 1945 sind eng mit dem Namen Churchills verbunden. Während seine spektakuläre Rede in Zürich vom 19. September 1946 entscheidend dazu beitrug, den Deutschen den Weg zurück in die internationale Staatengemeinschaft zu ebnen, riefen seine nach dem Tod Stalins im März 1953 angeregten Initiativen für eine Beendigung des Kalten Krieges bei Adenauer Angst und Schrecken hervor, da sie die gerade erst eingeleiteten Bemühungen um eine Integration der Bundesrepublik Deutschland in den Westen abrupt wieder zur Diskussion stellten. In den folgenden kritischen Monaten des Jahres 1953 und dann erneut im Herbst 1954 nach dem Scheitern der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft (EVG) und den sich anschließenden komplizierten Verhandlungen über den WEU- und NATO-Beitritt Bonns war es Außenminister Eden, der sich als Garant für eine britische Deutschlandpolitik erwies, deren oberstes Ziel die Integration des von Adenauer geführten westdeutschen Staates in die atlantisch-westeuropäische Staatengemeinschaft war. Edens deutschlandpolitische Vorstellungen aus den Jahren 1951 bis 1957 lassen sich jedoch nach der Meinung von Kipp nur unzureichend aus der Perspektive seiner erfolgreichen Anstrengungen um die Westbindung der Bundesrepublik betrachten. Vielmehr waren seine Überlegungen – wie die Autorin auf der Grundlage umfangreicher Archivstudien, einer genauen Kenntnis der Forschung und durchweg klug argumentierend darlegen kann – komplexer und vielschichtiger angelegt.

Für Eden, so eine wichtige Beobachtung Kipps, hatten die Katastrophe des Jahres 1945 und der Zusammenbruch des Nationalsozialismus keine »wirkliche Wandlung des deutschen Charakters« (S. 385) bewirkt. So groß war das Mißtrauen Edens gegenüber einem Wiederaufleben des deutschen Nationalismus und einer Wiederaufnahme der für Großbritannien nachteiligen traditionellen Schaukelpolitik zwischen Ost und West (Rapallo-Mythos), daß er eine dauerhafte Kontrolle der unruhigen Deutschen erst durch die feste Anbindung des wiedervereinigten Landes an den Westen für möglich erachtete. Im Gegensatz zu Churchill hielt er die Neutralität Deutschlands für ein unkalkulierbares Risiko. Bis ins Frühjahr 1955 hinein überschätzte er »ganz offensichtlich das Ausmaß des deutschen Strebens nach Wiedervereinigung« (S. 385), so daß er an einen Erfolg der westlichen Integrationspolitik nur dann glaubte, wenn die Westmächte der deutschen Öffentlichkeit immer wieder ihren ernsthaften Willen zur Überwindung der deutschen Teilung vor Augen führten. Edens Gesprächssignale an die Sowjetunion, und dies unterschied ihn erneut von Churchills Absichten, waren daher taktisch motiviert, um die Westintegration des deutschen Teilstaates abzusichern. Ausführlich behandelt Kipp die englische Haltung in der Diskussion um die Stalin-Noten 1952, die zwischen Eden und Churchill heftig umstrittene Reaktion auf die veränderte Lage nach dem Tod Stalins 1953 sowie die britische Position in der Phase der